

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Rosemère | 73020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Justine Asselin, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature Justine Asselin Date 23 avril 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Rosemère,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rosemère au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par une autre auditrice qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 28 avril 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rosemère inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L

BCGO s.e.n.c.r.l.

Salaberry-de-Valleyfield, le 23 avril 2021

1 Par CPA auditrice CA, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	25 568 900	25 494 015	24 976 581
Compensations tenant lieu de taxes	2	552 300	552 950	554 818
Quotes-parts	3			
Transferts	4	629 000	3 746 663	1 044 102
Services rendus	5	2 177 300	1 846 974	2 267 662
Imposition de droits	6	2 012 000	2 724 778	2 436 644
Amendes et pénalités	7	1 510 500	1 216 047	1 542 851
Revenus de placements de portefeuille	8	90 000	147 565	171 856
Autres revenus d'intérêts	9	124 900	48 666	151 985
Autres revenus	10	157 100	220 489	458 001
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	32 822 000	35 998 147	33 604 500
Charges				
Administration générale	14	4 950 100	4 760 543	4 601 921
Sécurité publique	15	6 764 800	6 485 623	7 053 320
Transport	16	7 416 700	6 941 118	8 006 571
Hygiène du milieu	17	8 449 400	8 165 169	8 269 459
Santé et bien-être	18	237 400	219 929	299 438
Aménagement, urbanisme et développement	19	975 300	1 112 431	908 193
Loisirs et culture	20	5 128 600	4 457 604	4 580 016
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 176 700	970 129	1 043 337
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	35 099 000	33 112 546	34 762 255
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 277 000)	2 885 601	(1 157 755)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		63 571 494	64 729 249
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		63 571 494	64 729 249
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		66 457 095	63 571 494

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 517 379	6 927 675
Débiteurs (note 5)	2	11 025 403	9 413 191
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	138 180	96 914
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	19 680 962	16 437 780
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 051 268	5 514 557
Revenus reportés (note 12)	12	231 316	231 066
Dette à long terme (note 13)	13	34 448 558	33 504 160
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	862 292	1 126 253
Autres passifs (note 14)	15		
	16	41 593 434	40 376 036
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(21 912 472)	(23 938 256)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	87 399 611	86 621 452
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	399 059	399 059
Stocks de fournitures	20	506 266	437 435
Autres actifs non financiers (note 18)	21	64 631	51 804
	22	88 369 567	87 509 750
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	66 457 095	63 571 494

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 277 000)	2 885 601	(1 157 755)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	11 334 700 )(	5 464 586 )(	4 681 588)
Produit de cession	3		35 152	84 973
Amortissement	4	4 556 900	4 667 648	4 412 433
(Gain) perte sur cession	5		(32 121)	(84 973)
Réduction de valeur / Reclassement	6		15 748	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(6 777 800)	(778 159)	(269 155)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(68 831)	(18 142)
Variation des autres actifs non financiers	11		(12 827)	(3 976)
	12		(81 658)	(22 118)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(9 054 800)	2 025 784	(1 449 028)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(23 938 256)	(22 489 228)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(23 938 256)	(22 489 228)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(21 912 472)	(23 938 256)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 885 601	(1 157 755)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	4 667 648	4 412 433
Autres			
▪ Gain sur dispo et reclassement	3	(16 373)	(84 973)
▪ Variation de la JV placement	4	21 076	40 694
	5	7 557 952	3 210 399
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 612 212)	2 113 292
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	536 711	(672 274)
Revenus reportés	9	250	2 029
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(263 961)	37 123
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(68 831)	(18 142)
Autres actifs non financiers	13	(12 827)	(3 976)
	14	6 137 082	4 668 451
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 464 586)	(4 681 588)
Produit de cession	16	35 152	84 973
	17	(5 429 434)	(4 596 615)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(62 342)	(62 341)
Remboursement ou cession	19		65 236
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20		
Cession	21		
	22	(62 342)	2 895
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	8 163 602	12 405 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 229 766)	(9 542 165)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	10 562	(66 746)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	944 398	2 796 089
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 589 704	2 870 820
Solde déjà établi	31	6 927 675	4 056 855
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	6 927 675	4 056 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 517 379	6 927 675

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S-15, S23-1, S23-2 et S23-3.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des partenariats suivants selon les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2020	Quotes-parts 2019
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	70,75 %	64,85 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,80 %	58,73 %
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB)		
Activités de l'exercice :	21,57 %	21,87 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,32 %	22,38 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Stocks

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 - 40 ans
Bâtiments	10 - 40 ans
Améliorations locatives	Durée restante de l'entente
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 - 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	4 - 20 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

E) RevenusRevenus autres que les revenus de transferts

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transferts

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

Pour les employés de l'administration municipale et de la RIPTB, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'administration municipale et de la RIPTB en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode de la valeur marchande pour la RIPTB et selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur pour l'administration municipale.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquels la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour l'administration municipale

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Pour la RIPTB

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Pour la RIAERL

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunt, sont constatés à l'état

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 953 038	4 927 675
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	3 564 341	2 000 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	8 517 379	6 927 675
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 017 080	2 917 986
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 940 000	5 405 200

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants :

- Fonds de parc et terrain de jeux : 187 816 \$
- Fonds d'oeuvre d'art : 1 185 \$
- Fonds de roulement : 273 920 \$
- Fonds de stationnement : 20 566 \$
- Fonds de stabilisation de dépenses : 554 318 \$
- Fonds d'infrastructures : 1 979 275 \$

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	867 737	840 486
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	1 214	1 214
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	5 801 175	5 457 007
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	789 458	137 150
Organismes municipaux	15	665 513	703 637
Autres			
▪ Amendes et frais de cour	16	654 756	702 257
▪ Mutations et autres	17	2 245 550	1 571 440
	18	11 025 403	9 413 191
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 112 530	4 304 257
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	528 911	280 100
	22	4 641 441	4 584 357
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	338 220	296 537

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	138 180	96 914
Autres placements	31		
	32	138 180	96 914
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(881)	(2 963)

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement par l'administration municipale et par la RIPTB au fonds collectif de franchise d'assurance.

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(154 692)	(464 053)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(707 600)	(662 200)
	37	(862 292)	(1 126 253)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	984 509	1 121 523
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	69 100	64 400
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	48 170	45 681
	43	1 101 779	1 231 604

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, la marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La RIAERL a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La RIPTB bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000\$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000\$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 768 878	1 651 747
Salaires et avantages sociaux	48	1 465 543	1 230 316
Dépôts et retenues de garantie	49	657 934	1 059 538
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	156 856	169 449
▪ Autres courus et passifs	52	2 002 057	1 403 507
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	6 051 268	5 514 557

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	187 816	187 816
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Inscriptions loisirs et autres	67	43 500	43 250
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	231 316	231 066

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,20	2021	2027	72	34 722 992	33 789 156
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	34 722 992	33 789 156
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(274 434)	(284 996)
					82	34 448 558	33 504 160

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	6 199 981			6 199 981
2022	84	6 245 178			6 245 178
2023	85	7 679 590			7 679 590
2024	86	9 590 196			9 590 196
2025	87	4 999 668			4 999 668
2026 et plus	88	8 379			8 379
	89	34 722 992			34 722 992
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	34 722 992			34 722 992

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(21 912 472) (23 938 256)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	() ()
Autres	101	() ()
	102	(21 912 472) (23 938 256)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	37 525 291	447 299		37 972 590
Eaux usées	104	35 482 814	1 006 891		36 489 705
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	45 906 687	1 746 895		47 653 582
Autres					
▪ Autres infrastructures	106	18 143 551	665 203		18 808 754
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	21 318 062	59 081		21 377 143
Améliorations locatives	110	101 592	2 123	2 827	100 888
Véhicules	111	3 530 259	47 288	126 208	3 451 339
Ameublement et équipement de bureau	112	4 165 639	153 150	24 828	4 293 961
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 128 113	670 378	178 781	7 619 710
Terrains	114	3 557 950			3 557 950
Autres	115	190 460			190 460
	116	177 050 418	4 798 308	332 644	181 516 082
Immobilisations en cours	117	464 151	666 278	15 748	1 114 681
	118	177 514 569	5 464 586	348 392	182 630 763
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	16 786 612	874 112		17 660 724
Eaux usées	120	14 688 193	766 283		15 454 476
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	26 410 058	927 945		27 338 003
Autres					
▪ Autres	122	10 979 254	836 868		11 816 122
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	9 975 228	521 100		10 496 328
Améliorations locatives	126	59 790	11 782	2 827	68 745
Véhicules	127	2 174 104	263 138	123 177	2 314 065
Ameublement et équipement de bureau	128	3 788 949	137 612	24 828	3 901 733
Machinerie, outillage et équipement divers	129	5 840 469	328 808	178 781	5 990 496
Autres	130	190 460			190 460
	131	90 893 117	4 667 648	329 613	95 231 152
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	86 621 452			87 399 611
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	399 059	399 059
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138		
	139	399 059	399 059
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	399 059	399 059

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	64 631	51 804
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	64 631	51 804

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser un montant total de 36 796 794 \$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2021	-	10 118 380 \$	2024	-	1 982 578 \$
2022	-	3 943 866 \$	2025	-	1 930 009 \$
2023	-	3 190 073 \$			

20. Droits contractuels

Au 31 décembre 2020, la Ville a des baux et des ententes ayant des échéances entre 2021 et 2038. Les revenus locatifs estimatifs et le remboursement des salaires réels tel que prévu aux ententes s'élèvent à 666 866 \$ et se détaillent comme suit :

2021	-	89 445 \$
2022	-	46 092 \$
2023	-	54 583 \$
2024	-	59 343 \$
2025	-	60 373 \$
2026 et suivantes	-	357 030 \$

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 4 989 226 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. Au 31 décembre 2020, des revenus de 792 200 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus d'investissement et un solde de 4 197 026 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Dans le cadre d'une entente de service, la CDCSR s'est engagée à verser une somme de 900 000 \$ sur 15 ans à la Ville pour contribuer au financement du chalet au parc Charbonneau. La Ville doit investir le même montant dans ces travaux. Au 31 décembre 2020, des revenus de 272 111 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus d'investissement et un solde de 627 889 \$ de subvention demeure disponible.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 982 654 \$ et ont des échéances entre 2023 et 2041. Les versements prévus se répartissent ainsi :

2021 -	118 533 \$
2022 -	115 944 \$
2023 -	107 689 \$
2024 -	99 099 \$
2025 -	92 028 \$
2026 et suivantes -	449 361 \$

21. Passifs éventuels

s.o.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

s.o.

B) Auto-assurance

s.o.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2020, les réclamations pendantes s'élèvent à 66 700 \$. Une provision de 48 200 \$ a été comptabilisée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnisations des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Au 31 décembre 2020, une provision de 507 800\$ a été comptabilisée, relativement à des remboursements éventuels à des contribuables et un litige concernant une entente de services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente la combinaison du budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison et des budgets adoptés par la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine et par la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Données comparatives

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

27 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

Ville de Rosemère

La Ville de Rosemère a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste, mais l'accès aux citoyens a été restreint.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la Ville a subi des pertes de revenus principalement liés aux services rendus, compensées par la réduction des charges de fonctionnement suite au report de certains projets et au ralentissement des activités dû à la pandémie. La Ville a également engagé des dépenses supplémentaires afin de s'adapter aux nouvelles règles sanitaires.

La Ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une aide financière de 1 447 508 \$ a été reçue en 2020 de la part du gouvernement provincial pour couvrir les impacts financiers liés à la COVID-19 pour les années 2020 et 2021.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La Régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste.

La Régie n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 et les charges de fonctionnement ont été maintenus au même niveau pour les deux exercices.

La Régie ne prévoit aucun impact sur ses résultats et ses flux de trésorerie au cours du prochain exercice.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie considérant qu'elle fait partie des services essentiels et la direction a dû s'adapter à l'évolution constante des directives gouvernementales visant à assurer la sécurité de la population. Tous les employés sont demeurés en poste.

La régie n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 sauf en ce qui concerne principalement les amendes, les intérêts et certains services rendus. Ceux-ci ont diminué respectivement de 605 491 \$, 49 311 \$ et 44 610 \$. La circulation sur les routes ayant été réduite pendant une grande partie de l'année, la baisse des taux d'intérêt et la fermeture des écoles et des commerces dans le cadre de la pandémie expliquent ces diminutions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les charges de fonctionnement ont augmenté au niveau du surtemps et dans certains postes d'entretien et d'équipements suite à la mise en place de mesures sanitaires. Par contre, elles ont diminué dans d'autres postes comptables suite à l'annulation de congrès, formation, et suite à la baisse du coût de l'essence. Ces écarts ne sont pas significatifs.

La régie prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisque les villes membres ont effectué une contribution spéciale en 2020 de 880 000 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	24 976 581	25 568 900	25 494 015			25 494 015
Compensations tenant lieu de taxes	2	554 818	552 300	552 950			552 950
Quotes-parts	3					5 543 935	
Transferts	4	790 184	600 200	2 263 364		6 179	2 269 543
Services rendus	5	2 136 180	2 107 600	1 727 231		257 128	1 846 974
Imposition de droits	6	2 436 644	2 012 000	2 724 778			2 724 778
Amendes et pénalités	7	732 698	717 700	560 441		655 606	1 216 047
Revenus de placements de portefeuille	8	171 856	90 000	147 565			147 565
Autres revenus d'intérêts	9	110 034	104 500	34 718		13 948	48 666
Autres revenus	10	174 992		42 534		207 813	193 830
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	32 083 987	31 753 200	33 547 596		6 684 609	34 494 368
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	218 292		1 477 120			1 477 120
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	16 125		26 659			26 659
Autres	18	12 983					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	247 400		1 503 779			1 503 779
	21	32 331 387	31 753 200	35 051 375		6 684 609	35 998 147
Charges							
Administration générale	22	4 434 375	4 744 900	4 583 595	176 948		4 760 543
Sécurité publique	23	5 866 799	5 580 600	5 640 930	715	5 437 416	6 485 623
Transport	24	6 677 478	6 034 200	5 514 518	1 426 600		6 941 118
Hygiène du milieu	25	6 375 947	6 610 700	6 360 209	1 758 456	1 190 903	8 165 169
Santé et bien-être	26	299 438	237 400	219 929			219 929
Aménagement, urbanisme et développement	27	878 511	975 300	1 076 810	35 621		1 112 431
Loisirs et culture	28	3 813 132	4 330 900	3 573 548	884 056		4 457 604
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	935 444	1 073 800	894 701		75 428	970 129
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 984 595	4 144 800	4 282 396	(4 282 396)		
	33	33 265 719	33 732 600	32 146 636		6 703 747	33 112 546
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(934 332)	(1 979 400)	2 904 739		(19 138)	2 885 601

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(934 332)	(1 979 400)	2 904 739	(19 138)	2 885 601
Moins : revenus d'investissement	2	(247 400)	()	(1 503 779)	()	(1 503 779)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 181 732)	(1 979 400)	1 400 960	(19 138)	1 381 822
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 984 595	4 144 800	4 282 396	385 252	4 667 648
Produit de cession	5	81 335		32 459	2 693	35 152
(Gain) perte sur cession	6	(81 335)		(32 459)	338	(32 121)
Réduction de valeur / Reclassement	7			15 748		15 748
	8	3 984 595	4 144 800	4 298 144	388 283	4 686 427
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	59 103				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	40 694	25 000	20 195	881	21 076
	15	99 797	25 000	20 195	881	21 076
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	230 000				
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 089 125)	(2 638 600)	(2 653 184)	(79 701)	(2 732 885)
	18	(2 859 125)	(2 638 600)	(2 653 184)	(79 701)	(2 732 885)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(71 237)	(59 600)	(82 097)	(41 433)	(123 530)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	700 000	350 000	350 000	224 453	574 453
Réserves financières et fonds réservés	22	216 520	173 500	101 566		101 566
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(356 572)	(15 700)	10 205	(31 768)	(21 563)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	488 711	448 200	379 674	151 252	530 926
	26	1 713 978	1 979 400	2 044 829	460 715	2 505 544
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	532 246		3 445 789	441 577	3 887 366

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	247 400	1 503 779	1 503 779
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	122 980 )(	105 157 )(	105 157)(
Sécurité publique	3 (	)(	119 686 )(	119 686)(
Transport	4 (	1 727 373 )(	2 187 748 )(	2 187 748)(
Hygiène du milieu	5 (	2 523 651 )(	1 477 145 )(	1 538 593)(
Santé et bien-être	6 ()()()(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	19 178 )(	23 138 )(	23 138)(
Loisirs et culture	8 (	134 061 )(	1 490 264 )(	1 490 264)(
Réseau d'électricité	9 ()()()(
	10 (	4 527 243 )(	5 283 452 )(	181 134)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()()()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 (	59 537 )(	59 537 )(	2 805)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 048 509	3 502 300	105 776
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	71 237	82 097	41 433
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	214 800	252 300	252 300
	18	286 037	334 397	41 433
	19	1 747 766	(1 506 292)	(36 730)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 995 166	(2 513)	(36 730)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 535 904	7 208 146	1 309 233	8 517 379
Débiteurs (note 5)	2	8 968 314	10 647 077	964 803	11 025 403
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	91 395	130 737	7 443	138 180
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	14 595 613	17 985 960	2 281 479	19 680 962
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 937 167	5 652 402	985 343	6 051 268
Revenus reportés (note 12)	12	231 066	231 316		231 316
Dette à long terme (note 13)	13	33 137 983	34 128 050	320 508	34 448 558
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	582 200	425 600	436 692	862 292
Autres passifs (note 14)	15				
	16	38 888 416	40 437 368	1 742 543	41 593 434
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(24 292 803)	(22 451 408)	538 936	(21 912 472)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	82 285 871	83 271 179	4 128 432	87 399 611
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	399 059	399 059		399 059
Stocks de fournitures	20	437 435	506 266		506 266
Autres actifs non financiers (note 18)	21	24 020	33 225	31 406	64 631
	22	83 146 385	84 209 729	4 159 838	88 369 567
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 057 470	4 976 167	1 015 610	5 991 777
Excédent de fonctionnement affecté	24	565 754	746 954	153 120	900 074
Réserves financières et fonds réservés	25	2 731 160	3 727 668	90 600	3 818 268
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(128 795)	(139 000)	(236 466)	(375 466)
Financement des investissements en cours	27	(229 798)	(1 586 771)	(137 325)	(1 724 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	53 857 791	54 033 303	3 813 235	57 846 538
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	58 853 582	61 758 321	4 698 774	66 457 095
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	7 548 600	7 564 226	11 287 939	11 012 369
Charges sociales	2	2 180 700	1 979 557	2 882 592	2 934 009
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				17 294
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 130 700	1 026 723	1 933 924	2 118 734
Autres biens et services	6	9 506 900	8 573 284	9 049 837	9 910 822
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	791 100	748 045	756 922	802 558
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	263 700	134 956	134 974	121 618
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	19 000	11 700	78 233	119 161
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 789 900	7 513 979	1 913 527	2 923 455
Transferts					
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts					
Autres	16	357 200	311 770	342 848	317 501
Amortissement des immobilisations	17	4 144 800	4 282 396	4 667 648	4 412 433
Autres					
▪ Autres	18			64 102	72 301
▪	19				
▪	20				
	21	33 732 600	32 146 636	33 112 546	34 762 255

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 991 777	2 932 022
Excédent de fonctionnement affecté	2	900 074	731 831
Réserves financières et fonds réservés	3	3 818 268	2 731 160
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(375 466)	(396 979)
Financement des investissements en cours	5	(1 724 096)	(330 392)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	57 846 538	57 903 852
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	66 457 095	63 571 494

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 976 167	2 057 470
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 015 610	874 552
	11	5 991 777	2 932 022

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Aide financière Covid	12	531 200	
▪ Équilibre budgétaire	13		350 000
▪ Transport en commun	14	207 754	207 754
▪ Autres	15	8 000	8 000
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	746 954	565 754
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Équilibre budgétaire	22	153 120	166 077
▪	23		
▪	24		
	25	153 120	166 077
	26	900 074	731 831

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds d'oeuvre d'art	27 1 185	8 437
▪ Fonds d'infrastructures	28 1 979 275	2 060 923
▪ Fonds de stabilisation	29 554 318	477 605
▪	30	
▪	31	
	32 2 534 778	2 546 965
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 273 920	168 639
Organismes contrôlés et partenariats	38 90 600	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 898 404	990
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45 20 566	14 566
▪	46	
	47 1 283 490	184 195
	48 3 818 268	2 731 160

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	179 000)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	101 019)(
Autres	52 (	135 447)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	190 000)(
	54 (	605 466)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	605 466)(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	230 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	230 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	230 000
	81 (	375 466)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 516 896	1 799 835
Investissements à financer	83 (2 240 992)	(2 130 227)
	84 (1 724 096)	(330 392)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 87 399 611	86 621 452
Propriétés destinées à la revente	86 399 059	399 059
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 138 180	96 914
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 87 936 850	87 117 425
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 87 936 850	87 117 425
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (34 448 558)	(33 504 160)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (274 434)	(284 996)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 641 441	4 584 357
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (30 081 551)	(29 204 799)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (8 761)	(8 774)
	100 (30 090 312)	(29 213 573)
	101 57 846 538	57 903 852

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de l'administration municipale et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures années de rémunération pour certains employés de la RIPTB. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2019.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2017 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2020.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (464 053)	(471 130)
Charge de l'exercice	4 (984 509)	(1 121 523)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 293 870	1 128 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (154 692)	(464 053)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 44 544 242	41 156 521
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (46 302 450)	(42 521 184)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 758 208)	(1 364 663)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 603 516	900 610
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (154 692)	(464 053)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (154 692)	(464 053)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 44 544 242	16 994 522
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (46 302 450)	(18 359 184)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 758 208)	(1 364 662)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 748 842	1 839 314
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 748 842	1 839 314
Cotisations salariales des employés	21 (977 089)	(991 845)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 771 753	847 469
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 154 071	178 002
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 925 824	1 025 471
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 332 626	2 132 880
Rendement espéré des actifs	34 (2 273 941)	(2 036 828)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 58 685	96 052
Charge de l'exercice	36 984 509	1 121 523

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 949 674	3 676 455
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 273 941)	(2 036 828)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 675 733	1 639 627
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (269 292)	308 896
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 832 911	1 809 330
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 45 461 242	41 380 522
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 087 388	1 644 063
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,33 %	5,53 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,51 %	5,67 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,33 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,39 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les employés de l'administration municipale bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (662 200)	(618 000)
Charge de l'exercice	56 (69 100)	(64 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 23 700	20 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (707 600)	(662 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (726 400)	(627 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (726 400)	(627 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 18 800	(35 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (707 600)	(662 200)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (707 600)	(662 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (726 400)	(627 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (726 400)	(627 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 52 100	41 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 52 100	41 400
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 52 100	41 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (1 700)	1 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 50 400	42 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 18 700	22 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 18 700	22 000
Charge de l'exercice	87 69 100	64 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (52 300)	7 200
Prestations versées au cours de l'exercice	92 23 700	20 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 10	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,10 %	2,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,88 %	2,88 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,18 %	4,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	14 294	13 555
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	48 170	45 681
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	<u>122</u>	<u>48 170</u>	<u>45 681</u>
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 360 100	21 183 412	17 952 168
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			2 896 476
Activités de fonctionnement	3	168 500	168 784	
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	21 528 600	21 352 196	20 848 644
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 873 600	1 939 460	1 893 848
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 768 100	1 789 089	1 682 038
Autres				
▪ Neige	14	1 800	1 800	
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000	74 595	75 606
Service de la dette	18	316 800	336 875	476 445
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 040 300	4 141 819	4 127 937
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 040 300	4 141 819	4 127 937
	27	25 568 900	25 494 015	24 976 581

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	82 900	82 989	82 989
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	469 400	469 961	469 961
	36	552 300	552 950	552 950
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	552 300	552 950	552 950
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	552 300	552 950	552 950
				554 818

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			12 000
Autres	57	36 741	38 598	236 599
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	4 800	4 817	10 192
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		8 478	21 527
Réseau de distribution de l'eau potable	69	71 600	91 077	76 112
Traitement des eaux usées	70		494	4 909
Réseaux d'égout	71	24 400	32 236	26 202
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	115 000	141 906	154 398
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	600	524	1 102
Promotion et développement économique	85			
Autres	86		20 000	20 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	14 800	6 413	18 495
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	56 300	65 650	59 629
Autres	89	11 000	9 550	3 150
Réseau d'électricité	90			
	91	298 500	417 392	624 315

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	17 619	17 619	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	519 465	519 465	109 146
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	361 025	361 025	109 146
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	579 011	579 011	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 477 120	1 477 120	218 292

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	185 000	281 970	195 664
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	116 700	116 494	116 494
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		1 447 508	5 831
	141	301 700	1 845 972	201 495
TOTAL DES TRANSFERTS	142	600 200	3 740 484	1 044 102

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	157 700	110 895	106 408
Évaluation	144			
Autres	145	240 800	244 908	240 380
	146	398 500	355 803	346 788
Sécurité publique				
Police	147	10 000	30 860	56 593
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	10 000	30 860	56 593
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	1 233 000	1 026 576	1 192 031
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	16 100	17 374	16 908
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 249 100	1 043 950	1 208 939

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	1 657 600	1 430 613	1 326 450
				1 612 320

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	71 800	63 938	91 133
	188	71 800	63 938	91 133
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192	14 000	11 460	207 633
	193	14 000	11 460	207 633
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	10 500	10 292	6 000
	202	10 500	10 292	6 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	17 200	6 048	7 120
	213	17 200	6 048	7 120

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	29 000	33 905	30 800
	222	29 000	33 905	30 800
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223			
Activités culturelles				
Bibliothèques	224			
Autres	225	307 500	170 975	312 656
	226	307 500	170 975	312 656
Réseau d'électricité				
	227			
	228	450 000	296 618	655 342
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 107 600	1 727 231	2 267 662

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	145 000	120 997	139 053
Droits de mutation immobilière	231	1 867 000	2 603 781	2 297 591
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	2 012 000	2 724 778	2 436 644
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	717 700	560 441	1 542 851
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	90 000	147 565	171 856
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	104 500	34 718	151 985
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		32 459	84 973
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		26 659	16 125
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			12 983
Redevances réglementaires	245			
Autres	246		10 075	343 920
	247		69 193	458 001
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	471 300	462 712	16 468	479 180	479 180	484 944
Greffe et application de la loi	2	1 032 400	948 734	31 105	979 839	979 839	941 025
Gestion financière et administrative	3	1 858 700	1 894 480	87 291	1 981 771	1 981 771	1 788 275
Évaluation	4	190 000	187 957	7 319	195 276	195 276	242 204
Gestion du personnel	5	416 900	371 525	12 808	384 333	384 333	430 535
Autres							
▪ Communications	6	713 000	658 929	21 957	680 886	680 886	662 887
▪ Santé social	7	62 600	59 258		59 258	59 258	52 051
	8	4 744 900	4 583 595	176 948	4 760 543	4 760 543	4 601 921
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 517 500	4 708 209		4 708 209	5 540 953	5 604 085
Sécurité incendie	10	943 400	842 986		842 986	842 986	896 600
Sécurité civile	11	11 500	10 746	715	11 461	11 461	395 783
Autres	12	108 200	78 989		78 989	90 223	156 852
	13	5 580 600	5 640 930	715	5 641 645	6 485 623	7 053 320
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 508 200	2 633 089	1 277 873	3 910 962	3 910 962	3 620 231
Enlèvement de la neige	15	1 201 000	1 085 951	40 661	1 126 612	1 126 612	1 380 246
Éclairage des rues	16	267 600	184 390		184 390	184 390	215 544
Circulation et stationnement	17	151 400	176 731		176 731	176 731	245 547
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 904 600	1 433 059	108 066	1 541 125	1 541 125	2 542 840
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 400	1 298		1 298	1 298	2 163
	22	6 034 200	5 514 518	1 426 600	6 941 118	6 941 118	8 006 571

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 718 900	1 745 989	391 166	2 137 155	2 062 647	2 139 237
Réseau de distribution de l'eau potable	24	438 300	309 291	595 424	904 715	904 715	1 022 444
Traitement des eaux usées	25	1 046 000	1 021 603		1 021 603	1 142 615	1 204 824
Réseaux d'égout	26	690 000	589 627	741 840	1 331 467	1 331 467	1 543 185
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	296 200	295 501		295 501	295 501	288 934
Élimination	28	217 700	212 104		212 104	212 104	199 613
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	378 200	341 804		341 804	341 804	268 729
Tri et conditionnement	30	529 600	515 253		515 253	515 253	481 401
Matières organiques							
Collecte et transport	31	266 600	266 495	30 026	296 521	296 521	307 873
Traitement	32	115 900	157 109		157 109	157 109	129 400
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres							
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	902 200	894 908		894 908	894 908	671 750
Autres	39	11 100	10 525		10 525	10 525	12 069
	40	6 610 700	6 360 209	1 758 456	8 118 665	8 165 169	8 269 459
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	177 400	167 822		167 822	167 822	265 141
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	60 000	52 107		52 107	52 107	34 297
	44	237 400	219 929		219 929	219 929	299 438

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	861 100	954 695	35 621	990 316	990 316	867 773
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50	41 000	53 420		53 420	53 420	40 420
Autres	51	73 200	68 695		68 695	68 695	
	52	975 300	1 076 810	35 621	1 112 431	1 112 431	908 193
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	521 000	333 317	120 003	453 320	453 320	625 802
Patinoires intérieures et extérieures	54	620 700	336 529	120 003	456 532	456 532	737 240
Piscines, plages et ports de plaisance	55	230 200	212 342	72 002	284 344	284 344	231 874
Parcs et terrains de jeux	56	1 205 500	1 214 852	416 009	1 630 861	1 630 861	1 209 825
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	202 600	106 069	40 000	146 069	146 069	252 859
Autres	59	162 200	153 460		153 460	153 460	160 428
	60	2 942 200	2 356 569	768 017	3 124 586	3 124 586	3 218 028
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	220 700	86 736	48 002	134 738	134 738	158 065
Bibliothèques	62	1 153 000	1 115 243	68 037	1 183 280	1 183 280	1 158 931
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						44 992
Autres ressources du patrimoine	64	15 000	15 000		15 000	15 000	
Autres	65						
	66	1 388 700	1 216 979	116 039	1 333 018	1 333 018	1 361 988
	67	4 330 900	3 573 548	884 056	4 457 604	4 457 604	4 580 016

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	946 600	783 654		783 654	792 054	825 590
Autres frais	70	108 200	99 347		99 347	99 842	98 586
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	19 000	11 700		11 700	77 385	118 052
Autres	72					848	1 109
	73	1 073 800	894 701		894 701	970 129	1 043 337
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	4 144 800	4 282 396	(4 282 396)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 413 084	413 084	777 225
	Usines de traitement de l'eau potable	2 34 215	34 215	
	Usines et bassins d'épuration	3		16 439
	Conduites d'égout	4 970 674	970 674	1 737 472
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 1 319 836	1 319 836	826 829
	Ponts, tunnels et viaducs	7 413 488	413 488	63 975
	Systèmes d'éclairage des rues	8 721	721	409 092
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10 1 271 253	1 271 253	64 875
	Autres infrastructures	11 15 610	15 610	19 495
	Réseau d'électricité	12		
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	13 55 612	55 612	95 087
	Édifices communautaires et récréatifs	14 162 550	162 550	17 125
	Améliorations locatives	15	2 124	2 568
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	47 289	374 541
	Ameublement et équipement de bureau	18 126 334	186 919	114 278
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 500 075	571 211	162 587
	Terrains	20		
	Autres	21		
		22 5 283 452	5 464 586	4 681 588

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23 413 084	413 084	777 225
	Usines de traitement de l'eau potable	24 34 215	34 215	
	Usines et bassins d'épuration	25		16 439
	Conduites d'égout	26 970 674	970 674	1 737 472
	Autres infrastructures	27 3 020 908	3 020 908	1 384 266
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33 844 571	1 025 705	766 186
		34 5 283 452	5 464 586	4 681 588

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	984	1 333 286	435 862	898 408
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	776 652		322 456	454 196
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	28 427 163	2 332 653	2 030 869	28 728 947
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 204 799	3 665 939	2 789 187	30 081 551
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 304 257	285 552	477 279	4 112 530
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	280 100	272 111	23 300	528 911
	12	4 584 357	557 663	500 579	4 641 441
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	4 584 357	557 663	500 579	4 641 441
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 584 357	557 663	500 579	4 641 441
	19	33 789 156	4 223 602	3 289 766	34 722 992
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	33 789 156	4 223 602	3 289 766	34 722 992

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	34 401 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 096 197
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 598 405
Débiteurs	9	4 641 441
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	99 928
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	29 157 423
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	454 736
Endettement net à long terme	17	29 612 159
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	131 888
Autres organismes	20	1 978 000
Endettement total net à long terme	21	31 722 047
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	31 722 047
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	119 100	115 758	106 922
Sécurité publique				
Police	4	4 374 600	4 564 342	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 836 400	1 391 285	2 383 662
Autres	10	1 400	1 298	2 163
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 034 000	1 038 150	2 054
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	11 100	10 525	12 069
Santé et bien-être				
Logement social	16	177 400	167 822	176 660
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	73 700	71 339	76 297
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	162 200	153 460	160 428
Activités culturelles	23			3 200
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 789 900	7 513 979	2 923 455

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	76 497	72 724
Charges sociales	2	23 186	21 343
Biens et services	3	5 183 769	4 433 176
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 283 452	4 527 243

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,02	35,00	42 326,00	2 425 432	637 704	3 063 136
Professionnels	2						
Cols blancs	3	43,18	35,00	82 045,00	2 543 955	668 866	3 212 821
Cols bleus	4	30,50	40,00	65 969,00	2 337 556	614 599	2 952 155
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	96,70		190 340,00	7 306 943	1 921 169	9 228 112
Élus	9	7,00			333 780	81 574	415 354
	10	103,70			7 640 723	2 002 743	9 643 466

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	8 478				8 478
Réseau de distribution de l'eau potable	13	91 077	162 525	356 940		610 542
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	32 236	123 065	237 960		393 261
Autres	16	2 111 573	203 180	130 000	283 450	2 728 203
	17	2 243 364	488 770	724 900	283 450	3 740 484

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	22 732	46 397
	4	22 732	46 397
Sécurité publique			
Police	5	5 686	
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 686	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	214 758	215 438
Enlèvement de la neige	11	866	352
Autres	12	12 848	4 258
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	228 472	220 048
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	53 134	74 675
Réseau de distribution de l'eau potable	17	145 672	160 786
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	307 875	297 309
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	10 265	12 750
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	516 946	545 520
Santé et bien-être			
Logement social	27	61	78
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	61	78
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	3 010	4 522
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	3 010	4 522
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	35 338	35 661
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	82 456	83 218
Autres	38		
	39	117 794	118 879
Réseau d'électricité			
	40		
	41	894 701	935 444

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Westram	Maire	67 531	17 044	31 517	
Stéphanie Nantel	Conseiller	28 227	14 114		
Hélène Akzam	Conseiller	25 736	12 868		
René Villeneuve	Conseiller	24 906	12 453	3 433	1 717
Mélissa Monk	Conseiller	25 528	12 764		
Philip Panet-Raymond	Conseiller	24 698	12 349	3 587	1 793
Marie-Hélène Fortin	Conseiller	28 020	14 010		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 800 000 \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ \$ | | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ \$ | | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ \$ | | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ \$ | | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ \$ | | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ \$ | | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ \$ | | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ \$ | | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ \$ | | |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ \$ | | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ \$ | | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 474 495 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2019-10-390
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-10-15
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Rosemère | 73020 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Rosemère

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Rosemère (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Salaberry-de-Valleyfield, le 23 avril 2021

1 Par CPA auditrice CA, permis de comptabilité publique no. A116447

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	21 250 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	168 990
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 419 090

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 867 600
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 777 600
Autres		
▪ Neige	14	1 310
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000
Service de la dette	18	203 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 929 510
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 929 510
	27	25 348 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	83 900
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	478 400
	9	562 300

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	562 300

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	562 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 204 256 891	x 0,5297 /100 \$	11 675 949				
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	559 717 208	x 1,6914 /100 \$	9 467 057				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	10 108 966	x 1,0594 /100 \$	107 094				
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			21 250 100	()	()		21 250 100
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	2 204 256 891	x 0,0042 /100 \$	92 579				
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	559 717 208	x 0,0135 /100 \$	75 562				
Immeubles industriels	23		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Autres	25	10 108 966	x 0,0084 /100 \$	849				
Immeubles agricoles	26		x /100 \$					
Total	27			168 990	()	()		168 990
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	31		x /100 \$					
Immeubles industriels	32		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x /100 \$					
Autres	34		x /100 \$					
Immeubles agricoles	35		x /100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	179,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	331,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau au compteur	1,1483	7 - autres (préciser)	Mètres cubes
Améliorations locales		7 - autres (préciser)	Divers taux

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 542 619			107 944		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	40 600					
Autres	5	729 302					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 312 521			107 944		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	11 768 527			21 419 090
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	162 400			203 000
Autres	5	2 917 208			3 646 510
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	14 848 135			25 268 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	_____	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____	\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-16	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	34 645 140	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	2 841 900	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	898 200	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	531 200	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Justine Asselin, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Rosemère.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-26 13:10:02

Date de transmission au Ministère :